

Et mes camarades affichaient leur sourire narquois de vainqueurs jusqu'à la prochaine visite des recenseurs. Comme ce n'étaient pas souvent les mêmes, j'avais le loisir de reprendre mon scénario. J'ai donc grandi avec ce sentiment de double appartenance mais aussi d'ambivalence. Ambivalence entre deux pays, deux cultures, deux langues (le français, langue d'usage de ces deux pays, mais aussi le mooré, langue vraiment maternelle, bien qu'en général, la langue dite maternelle, dans le contexte africain, est le plus souvent la langue du père. Dans mon cas, mes deux parents parlaient la même langue, tous les deux étant Ouédraogo, donc Moosé). Mais je dois préciser que l'ambivalence entre le français et le mooré n'en était pas réellement une car je ressentais une fierté de pouvoir parler une autre langue que le français. J'avais la possibilité de faire passer des messages, par exemple à mes soeurs ou à d'autres personnes, sans que mes autres amies me comprennent. Il est un fait que mes petites amies ivoiriennes ne parlaient d'autre langue que le français et que la tendance dans les familles ivoiriennes locales était de parler français plutôt que la langue locale, car parler local faisait « sauvage ». Et de nombreuses familles immigrées ont adopté cette pratique en ignorant leurs langues et en ne parlant que français à leurs enfants car, comme les familles de la bourgeoisie ivoirienne, elles étaient convaincues que le français était la langue du salut, la langue de la modernité et « l'évolué » se devait de montrer son statut en parlant la langue des maîtres et non les patois sauvages. J'ai toujours été reconnaissante à nos parents de nous avoir appris une autre langue que le français et cet apprentissage s'avérera utile pour moi plus tard quand je serai dans ce pays censé être le mien et où, malgré tout, les autres continueront de me percevoir comme celle venue d'ailleurs, l'étrangère.

L'utilité d'avoir su parler une autre langue que le français va apparaître lorsqu'au Burkina, convaincu que je ne pouvais comprendre un traître mot de ce qui se disait (signalons que le mooré, langue nationale au Burkina Faso, est *lingua franca*, c'est-à-dire parlé par plusieurs locuteurs autres que les locuteurs natifs), mon entourage à la fac, au quartier ou en des lieux publics (marchés, cinémas, etc.) va se hasarder à me critiquer en mooré. Je me taisais dans un premier temps pour laisser continuer l'impression que je n'y comprenais rien, puis je répliquais dans le même ton dans la langue dont ils s'étaient servis. Combien de fois me suis-je amusée à voir ces regards incrédules, embarrassés et honteux de m'entendre. Dans notre programme à la Faculté des Lettres, des cours de langues étaient inscrits et le choix portait entre le mooré et le jula (autre langue à statut national au Burkina, mais aussi langue de commerce usuelle dans pratiquement toute l'Afrique de l'ouest). Je choisis le mooré. Quelle ne fut pas la surprise de mes camarades de classe qui, croyant à une méprise de ma part due à l'ignorance, sont venus en toute sincérité me voir pour me déconseiller vivement ce choix, car je courais inmanquablement à l'échec et je devrais reconsidérer mon choix et opter pour le jula. J'ai souri et répliqué que je savais bien ce que je faisais, que mon choix serait maintenu. J'ai donc gardé le cours de mooré que j'ai assidûment suivi pour ne pas échouer aux examens et donner raison à mes « conseillers ». J'ai tenu mon pari en réussissant dans ce programme tout le long des deux premières années de sa durée (puisque ce programme ne se donnait plus en classe de Licence). C'est le lieu de signaler que la grande majorité des locuteurs des langues africaines ne sont pas alphabétisés dans ces langues, ils peuvent bien les parler sans pouvoir les écrire ni les lire. L'utilité de ce programme de cours de langues à l'Université était de nous donner cette possibilité d'apprendre à lire et à écrire en mooré ou en jula. Certes, je ne serais pas capable aujourd'hui d'écrire un recueil de poésie en

mooré, mais je pourrais tenir une conversation, lire quelques lignes dans cette langue, et pour moi, c'est une grande fierté. Cette fierté, j'aurai l'occasion de l'afficher en 1988, lors du premier Congrès de la FADEAO[1]. En effet, pendant la foire du livre qui fut organisée à cette occasion, je me suis amusée à lire au public visitant notre stand les ouvrages de poésie de Me Pacéré en mooré[2] ! La surprise et l'émerveillement se lisaient sur le visage de mes interlocuteurs dont la plupart savaient que j'étais une « Burkinabé récente » de par mon accent, encore une fois. Je puis assurer que cet aspect seulement a permis de vendre beaucoup d'exemplaires des livres de Pacéré pendant toute la durée de la foire. Pour moi, c'était une douce revanche. Revanche contre le hasard de la vie qui m'avait fait naître ailleurs, dans un autre pays, revanche contre mes camarades et mes professeurs qui ne me considéraient pas comme une « authentique Burkinabé ».

Aujourd'hui, à voir ce qui se passe en Côte d'Ivoire, où venir d'ailleurs est devenu un anathème, sinon un crime, je ne sais toujours pas quoi répondre à cette fameuse question des origines. Dire que je ne connais pas la Côte d'Ivoire, serait renier mon héritage culturel, renier cette terre qui m'a vue naître, rompre les liens du cordon ombilical que je ne peux plus déterrer parce qu'enfoui là-bas, sur cette terre ivoirienne que j'ai toujours crue mienne. Mais je ne saurais dire aujourd'hui que je suis de la Côte d'Ivoire, sans avoir honte de ce qui s'y passe, car cette Côte d'Ivoire qui renie et brûle des innocents pour le simple fait qu'ils viennent d'ailleurs ou ont des noms qui ne sonnent pas locaux, cette Côte d'Ivoire-là, je ne la connais pas car je ne la reconnais pas. La Côte d'Ivoire où je suis née en 1967 est celle pour laquelle mes parents se sont battus et qu'ils ont contribué à bâtir. C'est la Côte d'Ivoire de la paix, la Côte d'Ivoire qui a fait croire à nos parents que le rêve d'une Afrique unie et intégrée était possible et ils nous ont passé le relais de ce rêve. Si aujourd'hui, le rêve de cette unité et de cette intégration africaine est mort, c'est que nous sommes, nous aussi, morts et la Côte d'Ivoire n'existe donc plus.

Dire aujourd'hui que je viens du Burkina Faso, alors que là, on m'affuble du sobriquet méprisant de « diaspo » avec tout ce que cela peut comporter de péjoratif et d'insultant, car ce sobriquet, diminutif de diaspora, ne dit pas seulement que je viens d'ailleurs, mais que je suis aussi étrangère et indésirable ne serait pas tout à fait sans un quelconque malaise. Diaspo désigne aussi les trouble-fêtes du campus universitaire à qui on attribue tous les maux qui secouent le système universitaire depuis quelques années comme viennent encore de le démontrer certains articles de la presse locale dernièrement au sujet des récents troubles sur le campus ouagalais[3].

Étrangère en Côte d'Ivoire, Ivoirienne et diaspo au Burkina, aujourd'hui, en Côte d'Ivoire comme au Burkina, on m'appelle désormais la Canadienne. Je me sens plus intégrée au Canada, où je revendique chaque jour ma place et ma voix d'artiste (même si je n'ai toujours pas défait toutes mes valises), que je ne me suis jamais sentie intégrée en Côte d'Ivoire et au Burkina.[4]

Aujourd'hui, je ne me sens pourtant pas liée aux frontières canadiennes, ni burkinabé, ni ivoiriennes. Et c'est avec joie que lors des derniers jeux de la Francophonie tenus à Ottawa en juillet 2001, j'ai pu vivre l'expérience suivante : invitée par Patrimoine canadien (responsable de



la Francophonie et équivalent des ministères africains de la culture) comme conférencière à la 39e biennale de la langue française, j'ai dû remplacer au pied levé à la veille de la conférence, le délégué ivoirien qui a été obligé de reprendre l'avion pour la Côte d'Ivoire suite à une urgence familiale. Je le remplaçais à titre de conférencière et non comme citoyenne de Côte d'Ivoire. Un peu avant le début de la conférence, croisant un délégué du Bénin qui voulait deviner d'où je venais, à partir de mon nom, sa première tentative fut :

— ...Angèle Bassolé ? Laissez-moi deviner. Vous êtes... Ivoirienne ?

Je réponds « non ». Il continue :

— Ah, je sais : Congolaise !

— Non.

Il reste perplexe. Je finis par lui dire :

— Je suis Africaine !

Il réplique :

— Moi aussi. Mais de quel pays exactement ?

— De toute l'Afrique. L'Afrique est mon pays, poursuivais-je.

Eh oui, je me sens partout chez moi en Afrique ! Mais aussi ailleurs ! Je travaille à me sentir chez moi partout où je me trouve. C'est pourquoi je réponds désormais à cette fameuse question des origines par : « Je n'ai pas de pays, le Monde est mon pays ». Et je rêve maintenant de pouvoir dire comme Susan Sontag dans cette citation qu'un ami m'a envoyée d'Allemagne : « *Etre enracinée ne m'intéresse pas. Je suis ce que je suis : ouverte au monde* »[\[5\]](#).

Notes

[\[1\]](#) Fédération des Associations des Écrivains de l'Afrique de l'ouest dont la présidence reviendra à l'Union des gens de lettres (l'association des écrivains du Burkina dont j'étais l'une des jeunes membres et pour laquelle mes camarades de fac me donneront le sobriquet affectueux de : « Angèle de l'Ugel ») et à son président Me Pacéré, de même que le siège de ladite association, qui, malgré le potentiel d'espoir qu'elle fit naître, ne survécut pas aux querelles intestines dont les organisations africaines d'écrivains ont le secret.

[\[2\]](#) Pacéré est l'un des rares écrivains africains francophones qui écrit et publie en langue africaine et en l'occurrence en mooré.

